



HAL
open science

Guillaume Blanc, L'invention du colonialisme vert. Pour en finir avec le mythe de l'éden africain Paris, Flammarion, 2020.

Bruno Villalba

► **To cite this version:**

Bruno Villalba. Guillaume Blanc, L'invention du colonialisme vert. Pour en finir avec le mythe de l'éden africain Paris, Flammarion, 2020.. Études rurales, 2021, pp.146-149. 10.4000/etudesrurales.27814 . hal-03640823

HAL Id: hal-03640823

<https://agroparistech.hal.science/hal-03640823>

Submitted on 13 Apr 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Blanc Guillaume, *L'invention du colonialisme vert. Pour en finir avec le mythe de l'éden africain*, Paris, Flammarion, 2020.

Historien de l'environnement, spécialiste des parcs africain¹, Guillaume Blanc met en avant les conséquences d'une politique ancienne de préservation des espèces sauvages d'Afrique. Pour lui, ce n'est qu'un prolongement de l'ancien colonialisme, paré des vertus de l'écologie, et du poids de la culpabilité et des « théories déclinistes » (p. 112). C'est l'occasion pour lui d'explorer cette mythologie d'une Afrique préservée, « *demeure de la nature inévoluée depuis son origine (...) l'Éden.* » (p. 8). Il revient sur les conditions de la construction de cette représentation idéalisée (qui n'existe pas, qui n'a jamais existé souligne-t-il), notamment à partir de la trajectoire des grands parcs naturels africains, qui témoignent de l'évolution (coloniale et postcoloniale) du gouvernement de l'environnement. Ce gouvernement est créé notamment par l'action de grandes ONG (comme WWF ou l'IUCN, voir p. 76-79 ; 88-93), qui « *organisent à marche forcée la naturalisation de toute une partie du continent [ce qui produit] la déshumanisation de l'Afrique.* » (p. 16) et « *protègent une idée coloniale de l'Afrique* » (p. 217). G. Blanc entend donc dénoncer la « *violence* » générée par cette vision occidentale de l'Afrique (« il y a environ 350 parcs nationaux en Afrique, et dans la plupart d'entre eux, les populations ont été expulsées pour faire place à l'animal, la forêt ou la savane » p. 26 ; « En Afrique, un parc naturel doit être vide » p. 39, ce qui occasionne la « *pénalisation des colonisés* » p. 72). La trop courte introduction ne permet pas de poser clairement les termes du débat, notamment en invisibilisant la place des gouvernements locaux ou des sociétés civiles africaines.

D'abord, il faut « *Déconstruire nos croyances, (re)penser la nature* » (Chapitre 1). C'est l'occasion de revenir, rapidement, sur l'histoire des politiques environnementales (notamment à travers le cas de l'Éthiopie que l'auteur connaît bien et constitue l'armature empirique de l'ensemble de la démonstration), inventées par les Européens, poursuivies par les autorités souveraines et désormais pilotées par les grandes associations internationales de conservation de la vie sauvage. Le colonialisme vert n'est donc pas une invention récente (p. 33-39), mais il tendrait à s'accroître en raison de l'amplification des préoccupations environnementales dans les pays du Nord, et aurait comme objectif affirmé de « *débarrasser la nature de ses habitants* » (p. 39). La démonstration manque cependant d'études approfondies sur l'institutionnalisation d'une telle volonté (qui d'ailleurs manque de précisions dans son intentionnalité, comme le montre les sources mobilisées sur ces questions, plus journalistiques).

Ensuite, il faut comprendre comment *l'Afrique a été mise en parc* (Chapitre 2). C'est l'occasion de revenir sur les conditions de création de cette mythologie de l'Éden, présente dès les premiers pas des occidentaux sur les terres africaines. Cependant, la colonisation est avant tout une stratégie de valorisation des potentialités productives de ces terres – et le rôle des scientifiques est « déterminant » rappelle à juste titre l'auteur. Et elle s'accompagne aussi d'une vision romantique de ces espaces vierges, de ces peuples primitifs, de ces mystères... Ce qui produit une coexistence de discours, ceux autour de l'émerveillement (romans², documentaires, films animés...) de la protection et d'autres, autour de l'exploitation (dont la chasse, désormais « *régulée* » p. 67 et restrictive dans son accès, notamment des Africains) ou de la modernisation (avec la rhétorique du développement, finalement peu interrogée) et de la

¹ Blanc Guillaume, *Une histoire environnementale de la nation. Regards croisés sur les parcs nationaux du Canada, d'Éthiopie et de France*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2015

² Il est dommage de ne pas montrer la diversité des visions de cette Afrique, notamment dans le rapport avec l'animal sauvage, comme l'éléphant, voir Romain Gary, *Les racines du ciel*, 1956.

science (exploiter rationnellement la nature, et l'expliquer aux Africains, « *prisonniers malgré eux de leur propre archaïsme* » p. 180)³.

Pour l'auteur, ce récit de la conservation produit cependant une vision particulière de l'Afrique, un *Projet spécial* (chapitre 3). Ce *Projet* ne correspond pas à un plan effectif, signé et daté, mais résulte d'un processus historique que l'auteur rappelle, qui allie expertises et textes-réseaux (p. 107). Le projet s'appuie sur un présupposé jamais remis en question : la dégradation des paysages comme la disparition des espèces est de la responsabilité des autochtones. Il faut donc préserver ces richesses, malgré eux. L'auteur évoque, à partir de quelques parcours biographiques d'experts internationaux, la construction et la circulation au niveau des instances internationales, publiques comme privées, d'un vaste projet de préservation de la vie sauvage (*wildlife*) de l'Afrique. Qu'importe les erreurs scientifiques, les déductions hasardeuses des rapports des experts... l'ensemble doit conforter la volonté d'empêcher la dénaturation de cette terre. Le chapitre qui suit poursuit cette exploration des représentations postcoloniales des experts de conservation (*L'expert et l'empereur*) : « *néo-malthusiennes, paternalistes et bien souvent racistes, c'est un fait.* » (p. 119) Ils perpétuent une certaine vision colonialiste, notamment celle de la rationalisation de l'exploitation de la nature. Mais les données sociologiques manquent pour étayer la démonstration de l'auteur. Quelques trajectoires, même exemplaires, peuvent-elles produire des conclusions généralisantes⁴ ?

Une telle construction de la nature ne peut qu'aboutir à exacerber les tensions entre les postcolonialistes et les Africains. Car *Derrière la nature*, il y a la *violence* (Chapitre 5). L'auteur met alors en scène les relations de pouvoir, inégales, à l'œuvre dans la gestion de cette vie sauvage. Et c'est (toujours) au détriment des populations locales et notamment du paysan et de l'agro-pasteur – qu'il faut expulser, rediriger, canaliser (empêcher les circulations), rééduquer (sensibiliser au développement durable)...

Vient le temps pour l'auteur d'examiner les solutions les plus récentes pour tenter de réconcilier les attentes des populations locales et les préconisations internationales. Le développement durable constituer le dernier avatar, plus policé, de cette politique coloniale verte (chapitre 6). La gouvernance verte et mondiale ne change guère la donne : expertise, délimitation, incitations (sous perfusions financières), négociations (asymétriques)... Le « développement durable » fait la part belle à la lutte contre la pauvreté et l'inclusion des personnes jusqu'ici reléguées dans le débat public (pauvre, femmes, minorités), ce que l'auteur ne rappelle pas. Mais l'intention est élaborée loin des contraintes de proximités ; et cette inscription territoriale des vertueuses intentions des déclarations internationales se résiste pas aux « *permanences des pratiques* » (p. 195). Ce qui aurait pu constituer une autre façon de voir les Africains échoue. Est-ce que la création d'une « fiction communautaire » (Chapitre 7) aurait plus de chance ? La conservation devient communautaire, avec ses nouveaux lieux-communs participatifs. D'années en années, reviennent les mêmes schémas explicatifs, la mobilisation des mêmes causes et la préconisation des mêmes solutions. La communauté se construit à partir d'une vision commune, privée des habitants.

³ Même si toutes les études ne convergent pas vers cette vision unique du paysan noir, voir certaines représentations, directement héritées de l'époque coloniale : celles d'une Afrique peuplée de paysans vivant en fusion avec la nature, « enracinés » dans le sol et gardiens de coutumes ancestrales qu'il faut absolument préserver au même titre que l'environnement, comme le rappelle Véronique Dimier, « À l'origine de la politique européenne de développement durable : la doctrine coloniale des paysans noirs. », in Villalba B. (dir.), 2009, *Appropriations du développement durable. Émergences, Diffusions, traductions*, Septentrion Presses universitaires, coll. sciences politiques, p. 145-168

⁴ « Les experts poursuivent des trajectoires transnationales, circulant de pays en pays, au gré des opportunités d'emplois. » (p. 138). Ils seraient issus des mêmes filières, aux mêmes références culturelles, et les mêmes soubassements scientifiques. Un peu comme les milieux universitaires...

Il est enfin temps pour l'auteur de dénoncer les « *racines de l'injustice* » (Chapitre 8). Assumant son parti pris (mais ni réducteur, ni caricatural !), l'auteur insiste sur l'importance de tenir compte des effets de ces politiques de conservation sur les humains, avant tout. Elles produisent de la pauvreté, du déracinement, de l'exploitation. Elles minimisent la parole des Africains. Elles diminuent la souveraineté des administrations nationales. La *Conclusion* revient une nouvelle fois sur la contradiction profonde qui anime nos représentations et nos politiques à l'égard de l'Afrique : la volonté de préserver un Éden qui n'a jamais existé, alors que nous continuons, par notre mode de vie, à détruire la planète.

La démonstration s'inscrit dans un courant porteur des études postcoloniales, qui entendent revisiter les modalités et le sens de la relation entre les ex-puissances coloniales et les pays désormais souverains, mais contraints de faire face à l'héritage colonial⁵. Le géographe Estienne Rodary parvient aux mêmes conclusions⁶ : sous prétexte de préserver cette nature originelle, les politiques de préservation produisent une nouvelle forme d'apartheid – qui spatialise et hiérarchise la valeur des zones dédiées à l'homme (blanc et riche) et l'animal (sauvage), au détriment des populations locales. En prenant le cas des politiques de conservation de la nature, E. Rodary opère un retour historique sur la construction de cette notion, qui s'élabore à partir d'une valorisation de l'enclave (espace balisé, clôturé, délimité dans ses fonctions et son espace). Les aires protégées (parcs, réserves de chasse, réserves intégrales...) ont été construites, depuis plus d'un siècle, afin de répondre à la colonisation des campagnes, notamment d'espaces « sauvages ». Cela s'inscrit dans des politiques de valorisation du vivant, qui sont destinées à conserver le vivant, mais un vivant sélectionné, trié – notamment pour répondre à une vision particulière de l'Afrique.

Enfin, sans doute faudrait-il explorer davantage les conditions d'une construction autonome de ces politiques de gestion de l'environnement par les autorités locales, afin de ne pas complètement les déposséder de leur autonomie d'action (« *ils répondent systématiquement aux injonctions des institutions internationales de la conservation* » p. 27 ; « *cette attitude parternaliste n'empêche pas l'administration éthiopienne de suivre les instructions des experts* » p. 101 ; « *dans cette réalité postcoloniale, entre l'expert et le dirigeant, il est question de domination, mais aussi d'instrumentalisation et de négociation* » p. 119) – au risque par là-même de tomber dans une sorte de vision néocoloniale, qui aboutirait à considérer ces acteurs comme privés de toutes capacités d'initiatives. De la même manière, il conviendrait d'interroger le rapport des classes moyennes des pays africains avec la préservation de leur environnement, ou bien encore de leur vision de la modernité et de l'aménagement du territoire. Ou bien encore les stratégies politiques propres aux élites locales, maniant l'autoritarisme et instrumentalisant aussi l'écologie... Bref, autant de moyens de comprendre les dimensions relationnelles qui s'élaborent entre les populations locales et les non-humains, permettant ainsi de saisir les contours de la *connectivité* entre eux (Rodary, 2019).

Par son engagement théorique et empirique, ce livre constitue une très belle entrée sur l'analyse de cette histoire de l'environnement dans les pays africains. Il permet aussi d'engager un débat de fond sur la responsabilité de l'expertise internationale, parée de l'objectivité technique. Une question plus que jamais d'actualité dans la pandémie mondiale.

Bruno Villalba

Professeur de science politique, AgroParisTech, Printemps

⁵ Smouts Marie-Claude, *La situation postcoloniale. Les postcolonial studies dans le débat français*. Presses de Sciences Po, « Références », 2007

⁶ Rodary, E. *L'apartheid et l'animal. Vers une politique de la connectivité*. Paris : Wildproject, 2019.